

Vous trouvez

## l'Internationale

## à Paris

Paris 1<sup>er</sup> : Kiosque PULIDORI, place du Théâtre-Français — Kiosque REGNIER, 9, Bd de Sébastopol.  
 Paris 2<sup>e</sup> : Siège des N.M.P.P., 111, rue Réaumur — Kiosque BUFFET, 21, Bd Montmartre.  
 Paris 4<sup>e</sup> : Kiosque LE DORE, place de la Bastille (face gare).  
 Paris 5<sup>e</sup> : Kiosque LISON, 23, av. des Gobelins.  
 Paris 6<sup>e</sup> : Kiosque BUYSSCHAERT, 6, place de Rennes (face gare Montparnasse).  
 Paris 7<sup>e</sup> : Kiosque PORTAL, 258, Bd St-Germain — Librairie CALLEAU, 7, avenue Rapp.  
 Paris 8<sup>e</sup> : Kiosque PREAUD, 17, rue de Rome (angle gare Saint-Lazare).  
 Paris 10<sup>e</sup> : Kiosque TAVERNIER, 23, rue de Dunkerque (face gare du Nord) — Kiosque FANGER, 8, Bd Saint-Denis.  
 Paris 11<sup>e</sup> : Kiosque DUCH, 10, place de la République — Kiosque COLLINET, 126, Bd Voltaire.  
 Paris 12<sup>e</sup> : Librairie MAITRE, 101, rue Claude-Decaen.  
 Paris 13<sup>e</sup> : GUERRY (baraque), porte d'Italie — Kiosque LAMY, 6, av. d'Italie.  
 Paris 14<sup>e</sup> : BRE (terrasse), 108, Bd Jourdan — Kiosque CHEVALLIER, place du 25-Août-44 (Porte d'Orléans).  
 Paris 15<sup>e</sup> : Librairie BODES, 208, rue de la Convention — Kiosque BRIOIS, place Charles-Michels.  
 Paris 17<sup>e</sup> : Kiosque MARCY, 2, av. de Villiers — Librairie GAYAUD, 7, place de Clichy.  
 Paris 18<sup>e</sup> : CLAVEAU (baraque), 77, Bd Ornano — Kiosque PINEAU, 4, rue de la Chapelle.  
 Paris 19<sup>e</sup> : REQUET (terrasse), 11, rue de Belleville.  
 et tous les kiosques du Quartier Latin.

## en banlieue

Asnières : Librairie MONTARON, 17, rue de la Station.  
 Aubervilliers : Kiosque LAGUILLY, 199, av. Victor-Hugo.  
 Charenton : Kiosque BESSONNE, place Aristide-Briand.  
 Courbevoie : DAVAINÉ, 70, rue de Bezons (près de la gare).  
 Clichy : Kiosque DUPOND, 1, Bd J.-Jaurès.  
 Boulogne : Librairie LANGUIGNIER, 195, Bd Jean-Jaurès.  
 Ivry : Kiosque REDON, 7, av. de la République.  
 Levallois : Kiosque RICAUD, 44, Bd au Château.  
 Montreuil : Kiosque BOUILLET, 1, place Jean-Jaurès.  
 Neuilly : Librairie BROUILLAUD, 186, av. de Neuilly (Métro Pont de Neuilly).  
 Pantin : Kiosque CHALMANDRIER, pont du Canal.  
 Puteaux : Librairie PASSERAT, 117, rue Jean-Jaurès.  
 Saint-Denis : Kiosque ORMANCEY, place de la Caserne.  
 Saint-Ouen : Kiosque VOGIRAULT, 2, place de la République.  
 Suresnes : Librairie FANET, 32, av. Jean-Jaurès.

## à Lyon et banlieue

1<sup>er</sup> arrond. : Kiosque CLAVEAU, place des Terreaux.  
 2<sup>e</sup> arrond. : Kiosque CHAMBONNET, place Le Viste — Kiosque DECORET, Cours de Verdun — Kiosque GILLET, Cours de Verdun — Librairie LEPAGE-DE-LAVEAU, 6, rue Victor-Hugo — Kiosque LUPY, rue Président-E. Herriot — Maison de la Presse, 2, rue de la République — Kiosque PIRONNEAU, place des Cordeliers — Kiosque RIVA, pl. Antonin-Poncet — ROMAN, 4, rue Victor-Hugo.  
 3<sup>e</sup> arrond. : Kiosque GALDEANO, place Gabriel-Pérl.  
 7<sup>e</sup> arrond. : Kiosque CHANEL, place Gabriel-Pérl.  
 Villeurbanne : PICCOLO, 5, place Maisons-Neuves — Kiosque RICHARD, place Grandclement — THOMAS, 259, rue du Quatre-Août.

## à Dijon

Librairie DAMIDOT, 13, rue des Forges.

## PROFESSEUR DE REVOLUTION

Les professeurs de révolution abondent dans notre pays, toujours prêts à démontrer aux grossiers amateurs du type Castro ou Ben Bella en quoi ils manquent de savoir-faire, de respect aux règles et de connaissance des sciences sociales modernes. Le dernier arrivé et le plus inattendu est un certain Pierre Barré, chroniqueur à France III, sous la rubrique « Notre Temps ». Commentant les mesures de nationalisation totale des terres des colons, ce monsieur a fait noblement remarquer qu'il fallait faire la révolution pour elle-même et non par opportunité. Pan sur les doigts de l'opportuniste Ben Bella. Quand Monsieur Barré fera la révolution chez nous, ce sera par pur amour et pas pour répondre... à un putsch de généraux.

Ajoutons pour préciser que Monsieur Pierre Barré a aussi prévenu Ben Bella :

1) qu'il était dangereux et imprudent de mettre les masses en mouvement,

2) que si Ben Bella justifiait sa mesure par le besoin d'harmonisation de l'économie algérienne, il oubliait qu'il n'y aurait guère d'harmonie si lesdites mesures amenaient les pays amis à reconsidérer leur aide économique à l'Algérie.

Le « révolutionnaire » de la radio gaulliste a fait ses classes chez Tartuffe.

## LE PLAN POMPIDOU

Depuis trois semaines, le plan Pompidou est entré en application. Et, déjà, se dessinent les limites de l'entreprise. Il s'agissait, dans l'esprit des promoteurs de ce plan, de donner un sérieux coup de frein à la flambée de prix afin de justifier le blocage des salaires. En d'autres termes, de juguler l'inflation en diminuant à nouveau le pouvoir d'achat des travailleurs.

Bien évidemment aucune des causes réelles de l'inflation n'était atteinte par le plan. Ni le fardeau des dépenses militaires et notamment de la force de frappe, ni l'accumulation accrue de la bourgeoisie industrielle et commerçante dont l'excédent du commerce extérieur n'est qu'un reflet.

Il ne s'agissait en réalité que d'arrêter les revendications ouvrières provoquées par l'accélération brutale de l'élévation des prix.

Une série de mesures — plus impressionnantes par le nombre que par l'efficacité — furent prises pour geler le rapport prix-salaires atteint.

Mais, d'ores et déjà, le volet concernant les hausses de prix s'avère être sans effet ou presque.

L'abaissement des droits de douane sur près de 300 produits ne peut techniquement encore faire sentir ses résultats.

Ceci n'aura, de toute façon, qu'un succès limité. En effet, la situation de l'économie européenne est suffisamment florissante, très peu de producteurs étrangers s'engageront dans une tentative d'élargissement sérieux de leurs débouchés français. Car cela suppose pour eux non pas d'écouler des stocks assez peu gonflés mais d'élargir leur production de façon suivie.

Dans cette situation, on doit davantage s'attendre à une élévation des bénéfices commerciaux. Le soi-disant contrôle des marges bénéficiaires étant voué au même succès que le contrôle des prix de la viande.

Le dernier épisode dans ce domaine est plus révélateur qu'important. Le coût de la vie n'est pas commandé essentiellement par celui du bifteck mais le nouvel échec spectaculaire face aux chevillards et bouchers met bien à vue les raisons de l'impuissance gouvernementale. La grande bourgeoisie, sous le couvert d'assainissement, entend favoriser la concentration du commerce de détail. Elle y voit la possibilité de maintenir à un niveau suffisamment bas le coût de la vie donc la valeur de la force de travail. Mais, parallèlement, le grand capital veut aussi trouver dans le commerce des sources nouvelles de profits au détriment des couches moyennes, c'est-à-dire des éléments les plus faibles de celle-ci. Cette double aspiration lui interdit la modification essentielle des structures commerciales que lui voudrait voir accomplir les réformistes modernes.

Il ne reste donc au gouvernement de ce point de vue qu'à tenter de sauver les apparences. D'une part en faisant quelques « exemples », c'est-à-dire 2 ou 3 procès, plus susceptibles d'impressionner « l'opinion publique » que les commerçants nantis. Par ailleurs en maintenant le trop fameux indice des 179 articles par quelques blocages sans conséquence sur le véritable coût de la vie.

Sur ce premier aspect on peut donc conclure que le plan Pompidou peut, dans le meilleur des cas, freiner légèrement et temporairement la hausse. Par contre, le refus d'augmenter les salaires des fonctionnaires et des entreprises publiques et

semi-publiques aura plus d'effet au moins pour quelque temps. C'est-à-dire plus précisément jusqu'au moment où les luttes revendicatives dans ce secteur et plus généralement dans la classe ouvrière auront pris assez d'ampleur.

Le pouvoir gaulliste est parfaitement conscient qu'ici se trouve le seul plan où il puisse parfaitement jouer, compte tenu des intérêts qu'il représente.

Là encore, il tente de gagner du temps, c'est-à-dire de maintenir les salaires quelques mois — il est question de faire le point en fin décembre — et pour cela il veut « associer » les centrales syndicales au contrôle des prix et à celui des salaires.

La résistance à ce projet est beaucoup plus ferme du côté de la C.G.T. que de la part des autres centrales. Sans doute assisterons-nous à quelques tentatives de leaders de la C.F.T.C. ou de F.O. d'engager un dialogue sur la politique des revenus. Et, ce, au détriment des actions revendicatives.

Cependant, les Fédérations préparent diverses actions. Les cheminots C.G.T., C.F.T.C. et Cadres (autonomes et C.G.C.) appellent pour le 9 octobre à une journée revendicative. De même, les Fédérations C.G.T. et C.F.T.C. des travailleurs de l'Etat. Les résultats de ces actions comme les suites que leur donneront les directions syndicales, témoigneront à la fois de la combativité de la masse des travailleurs de ces secteurs comme de la politique réelle des directions syndicales face au plan Pompidou.

Quoi qu'il en soit, freinant ici, freinant là, le pouvoir espère gagner le temps nécessaire à une certaine résorption de l'inflation.

Cependant, pour le mouvement ouvrier, un problème reste posé. Depuis des années — bien avant 58 — il se bat périodiquement pour le relèvement des salaires sous la contrainte de besoins accrus, d'une paupérisation relative. Bien entendu, ce n'est finalement que la constitution d'un Etat ouvrier, la prise du pouvoir qui peut porter remède à cette situation.

Mais encore faudrait-il pour cela, entre les revendications immédiates et le but lointain affirmé, tracer un chemin. Ainsi, contre la disparité prix-salaires, il faut non seulement revendiquer une augmentation des salaires, une augmentation de tous les salaires selon un indice sain des prix — c'est-à-dire l'échelle mobile des salaires — mais encore mettre l'ensemble de la classe ouvrière et de ses alliés en mouvement.

Il serait ainsi nécessaire de constituer des comités de ménagères débusquant les profiteurs, recherchant les profits des détaillants, des grossistes, remontant la chaîne commerciale, dénonçant les abus, manifestant contre les plus grossiers.

Il serait encore utile de faciliter les liens politiques entre la petite et moyenne paysannerie et la classe ouvrière par la constitution de réseaux de distribution directe, notamment aux comités d'entreprise, y compris même en y associant nombre de petits commerçants.

Une telle politique n'empêcherait pas que se fasse sentir les contradictions de l'économie capitaliste, elle ne pourrait qu'en limiter quelques résultats, mais elle aurait l'avantage de préparer un véritable remède à ces maux par l'organisation sans cesse plus large des travailleurs et de leurs alliés, l'organisation pour une action contre leur ennemi commun, le capitalisme de Charles de Gaulle et Mendès-France.

## SUR LE VIF

## HENIN-LIETARD DANS L'ALABAMA

Cinq jours après l'assassinat des enfants noirs dans l'Alabama, le président Kennedy a chargé « deux personnalités neutres » de rétablir le dialogue entre les deux communautés de la cité sudiste.

Vous avez bien lu : « des neutres », des hommes impartiaux qui refusaient de se laisser emporter par les passions, qui, a priori, ne choisiraient pas entre le pendu et les lyncheurs, entre l'insulté et l'insulteur, entre la victime et le bourreau.

Est-ce qu'il ne se moque pas un peu du monde le Kennedy ? Est-ce qu'il peut exister un seul opprimé qui accepterait une telle comédie ?

Attention camarade. Attention, ne dis pas non. Je connais, ici, en France, d'éminents chefs syndicalistes qui stoppèrent une grande grève parce que De Gaulle avait promis qu'une commission de neutres se pencherait sur la question. De Gaulle employait un autre mot que Kennedy. Il disait « Des sages ». Tu te rends compte. Des « sages » impartiaux entre les voleurs et les volés.

## LES BONS GARÇONS NE FONT PAS LA BOMBE DANS LEUR QUARTIER

Il y avait une fois un vilain garçon mal vu par tout le monde parce qu'il s'introduisait par la fenêtre chez les gens. Et puis il y avait un gentil garçon qui était bien vu parce qu'il n'entraît jamais chez les gens de cette affreuse façon. C'est lui qui faisait la courte échelle à l'autre.

Si je vous raconte cette histoire idiote, c'est parce que De Gaulle refuse de signer l'accord de Moscou, tandis qu'Adenauer l'a signé, « à cause de la pression populaire », paraît-il.

Seulement, voilà, l'immense trust allemand « Siemens » vient de signer un accord tout aussi important, et peut-être même un peu plus, de collaboration technique étroite avec le Commissariat français à l'énergie atomique.

Ce qui prouve que les histoires de bon et de mauvais garçons, ça n'est pas si simple que se l'imagine la « pression populaire ».

## TENDEZ LA FESSE GAUCHE

Madame Nhu a charmé Paris. On a sourit de son cynisme. Personne ne lui a craché à la figure quand elle a parlé des bonzes qui se font passer au barbecue. Notre bonne police a arrêté les étudiants vietnamiens qui ont jeté de la peinture et des œufs pourris sur la voiture de ce « délicieux » et élégant serpent.

Au cours de son voyage, elle a proclamé que les militaires américains se conduisaient comme des reîtres et qu'ils pouvaient bien s'en aller.

Nous, on aurait répondu « chiche », mais pas le Département d'Etat américain. Les chevaliers de l'anticommunisme sont des chrétiens, quand Madame Nhu leur botte la fesse droite, ils tendent la fesse gauche.

## NOUVEAUX SUCCES DE L'ALLIANCE POUR LE PROGRES

Avec le gouvernement de Juan Bosch, la République Dominicaine avait trouvé un régime démocratique du type de ceux que désire l'Alliance pour le Progrès. Neuf mois de ce gouvernement et un coup de force de militaires le renverse. Les U.S.A. rompent leurs relations diplomatiques avec Saint Domingue.

Huit jours plus tard, une junta militaire renverse au Honduras le gouvernement constitutionnel (très anticommuniste pourtant) qui, prévenu depuis huit jours de la préparation du putsch, n'avait rien fait pour l'empêcher. L'United Fruit, maître du Honduras comme du Guatemala voisin, où le même coup de force a eu lieu voici quelques mois, prétend qu'elle n'avait pas donné son accord. Mais elle semble s'être laissée faire une douce violence. Les U.S.A. rompent les relations diplomatiques avec Tegucigalpa.

Encore quelques jours, et, au Brésil, où le Président Goulart est menacé par le

« tombeur » Lacerda, l'armée tient en fait le pouvoir investi.

Tout ceci doit prouver quelque chose. Par exemple, qu'il n'y a pas place en Amérique latine pour la démocratie parlementaire, chère à l'Alliance pour le Progrès, mais seulement pour la dictature à la Trujillo ou pour le socialisme castriste. C'est d'ailleurs la conclusion que tire lui-même, mais un peu tard, le Président Juan Bosch.

Ce n'est pas la conclusion de Kennedy. Mais il est ferme diront les naïfs.

Il lui a fallu trois mois, en 1962, pour passer de la rupture des relations diplomatiques avec la junte militaire du Pérou, à sa reconnaissance, quand celle-ci lui a prouvé son aide contre Cuba, voici juste un an.

Les paris sont ouverts : combien de mois faudra-t-il pour que les cliques de fascistes de la République dominicaine et du Honduras rentrent au sein de l'Alliance pour le Progrès ?

## UNE FORTE GIFLE !

A Besançon, Pierre Javaux, soldat du contingent, lavait sa gamelle à la cuisine. Ce n'est pas permis. Le lieutenant Petitdemange l'a surpris, il lui a donné une gifle. Le lieutenant est fort ; Pierre Javaux dut être reçu à l'hôpital.

Comme à Toulouse c'est un simple incident qui ne prouve rien, bien que, selon les parents de Javaux, l'affaire se répétait souvent avec d'autres soldats dans le coin.

On aurait scrupule à insister quand la Grande Muette nous prie de faire silence, mais, tout de même, puisqu'il y a notoirement trop d'officiers, pourquoi ne pas renvoyer à des fonctions civiles de leur choix ceux qui ont été un peu complexés par l'habitude de la question et le goût du dressage des paras ?

Et quand nous parlons de fonctions civiles, celles où l'on n'a autorité sur personne autant que possible, et surtout pas sur les enfants... car des gifles comme celles du lieutenant Petitdemange...